



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Manu REYNAUD, Soune SERRE

Hors commission - Association France Active Airdie-Occitanie - Adhésion à l'association - Désignation d'un représentant - Intégration au Conseil d'Administration - Autorisation

Monsieur François RIO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

L'AIRDIE, membre du réseau France Active, a pour objet de favoriser, dans la région Occitanie/Pyrénées-Méditerranées, l'insertion sociale de personnes en difficulté d'accès à l'emploi par la création et consolidation d'entreprises ou de structures d'utilité sociale ou solidaires porteuse d'emploi.

Plus précisément, l'association soutient les :

- créateurs et/ou repreneurs de TPE du secteur du commerce et de l'artisanat, les créateurs d'entreprise du secteur agricole et/ou rural qui ont des difficultés pour mobiliser des financements professionnels ;
- structures de l'Economie Sociale et Solidaire : associations, SCOP, entreprises adaptées, SCIC..., porteuses d'emplois et d'utilité sociale en création et en développement.

La vocation historique de l'Airdie, aider à la création d'entreprise, s'inscrit pleinement dans les champs de compétence de la collectivité (Développement économique et de l'emploi et Politique de la Ville) et plus précisément dans le cadre de ses objectifs d'agir en faveur de la création d'entreprises et de développer l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Dernièrement, l'Airdie s'est particulièrement positionnée et impliquée pour soutenir l'émergence et le développement de projets portés par des entrepreneurs « engagés » désireux d'avoir un impact social et environnemental positifs. Cette nouvelle orientation de l'association s'accorde avec celle souhaitée par la Métropole : favoriser la responsabilité sociétale des entreprises et, plus globalement, faire en sorte que toute l'économie devienne plus sociale et solidaire.

Ces enjeux partagés avec l'Airdie, en faveur du développement économique du territoire métropolitain, ont conduit Montpellier Méditerranée Métropole à lui apporter progressivement un soutien financier toujours plus fort. Depuis 2012, la Métropole contribue au fonctionnement de l'association France Active – Airdie Occitanie. Depuis 2018, elle finance des actions de l'Airdie en faveur de l'entrepreneuriat engagé (Concours Osons les entrepreneurs engagés). Enfin, à titre exceptionnel, en 2020, dans le cadre du plan de relance post-covid, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'abonder le fonds de prêts d'honneur de l'Airdie afin d'aider des entrepreneurs de moins de 3 ans particulièrement impactés par la crise.

Compte tenu ces dernières années de l'évolution du partenariat et de l'engagement financier de la Métropole avec l'association, il est proposé d'intégrer le Conseil d'Administration en présentant la candidature de la Métropole au sein du collège des partenaires financiers les plus importants.

Conformément à l'article 5 des statuts, relatif à la composition de l'association, cette dernière se compose de 3 collèges :

- Le premier collège est constitué de « *partenaires publics et d'organismes d'intérêt public qui apportent des ressources financières à l'association de manière stable* ». La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées Orientales, la Caisse des dépôts et consignment, l'Association France-Active, la Banque Populaire du Sud et la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon au titre de leur mission d'intérêt général sont membres du premier collège.
- Le deuxième collège est constitué des autres personnes morales (Fondations, Banques et Entreprises) qui apportent ou ont apporté des ressources financières à l'association pour un montant minimal fixé par le règlement intérieur de l'association ;
- Le troisième collège est constitué de personnes physiques ou des associations qui contribuent, par leur bénévolat, aux objectifs de l'association.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que financeur public peut donc adhérer à l'association au sein du premier collège afin de participer aux assemblées générales de l'association, sous réserve de l'accord du Conseil d'Administration et après avoir été parrainé par deux membres du premier collège (article 6). En qualité de membre du collège premier, Montpellier Méditerranée Métropole est également administrateur de droit et siège donc au Conseil d'Administration avec l'ensemble des autres membres du collège premier.

Il est proposé de désigner un élu titulaire au sein de l'association France Active – Airdie Occitanie
Monsieur le Président propose la candidature de Madame Hind EMAD.

Aucune autre candidature n'est proposé par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, ce en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'autoriser l'adhésion à l'association France Active – Airdie Occitanie et l'intégration au Conseil d'Administration ;
- de décider à l'unanimité de procéder à la désignation du représentant de la Métropole par un vote à main levée ;
- de désigner Madame Hind EMAD et de l'autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout acte relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133607-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.